

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 JUIN 1909.

Proposition de loi sur le crédit des petits commerçants et des artisans.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

On fait depuis quelque temps de louables efforts pour mettre fin au fâcheux usage des longs crédits chez les petits commerçants et les artisans. Une ligue s'est constituée en 1906 pour favoriser le paiement comptant. Elle fait appel à la bonne volonté des vendeurs et des acheteurs. L'intérêt des premiers est certain et évident, mais les seconds aussi y trouveront avantage, dit la Ligue, « d'abord en leur faisant obtenir de bons escomptes, ensuite en leur garantissant des comptes exacts et réguliers ».

Mais il est malaisé de réagir contre des habitudes invétérées. Le fournisseur croit qu'il court grand risque de perdre le client s'il exige paiement immédiat. Entre les deux maux qui l'inquiètent, il choisit le moindre.

Hésiterait-il encore si la loi favorisait le paiement comptant ? Si elle facilitait l'introduction de l'usage nouveau en substituant à la règle des longs crédits la règle du paiement à court terme, si le fournisseur était dispensé d'une initiative déplaisante pour certains acheteurs ; si, enfin, la mesure étant généralisée, les partisans du paiement comptant avaient moins à craindre les complaisances de concurrents qui, par calcul, s'obstinaient à faire de longs crédits ?

Il suffit pour cela d'introduire dans notre législation une disposition déclarant exigibles de plein droit, dans un très court délai, les créances pour fournitures et travaux effectués par des commerçants et des artisans. Le défaut de paiement à l'échéance rendrait le débiteur passible d'un intérêt assez élevé. Bien entendu, les parties pourraient déroger à cette règle ; la volonté de l'appliquer devrait se manifester par une mention spéciale sur la facture. Tel est le système du projet de loi.

L'idée n'est pas nouvelle.

Dans le courant de 1896, le Gouvernement du Grand-Duché, s'inspirant des vœux de la chambre de commerce, prit l'initiative d'un projet de loi qui avait le même objet.

Il se heurta à la résistance des tribunaux et de la Cour supérieure de justice, qu'on avait consultés.

Les raisons opposées par la Cour sont assez singulières :

« On peut concéder que l'innovation proposée serait avantageuse au grand » commerce; mais il est au moins douteux qu'elle soit favorable aux négo- » cians d'un ordre plus modeste. Ces derniers, que pourtant la Chambre » de commerce prétend vouloir protéger, ne se verraient-ils pas mis à la » merci de leurs fournisseurs, puisqu'ils seraient forcés de payer les intérêts » à l'échéance, tandis que, de leur côté, ils devraient continuer à faire crédit » à leur clientèle, malgré les dispositions nouvelles.

» De plus, la mesure projetée ne manquerait pas de mettre le commerce » indigène dans une situation inférieure vis-à-vis de la concurrence fran- » çaise et belge... »

La Cour critiquait le projet comme s'il devait modifier la législation et les usages du commerce, alors qu'il n'en était rien. Le projet que nous avons l'honneur de soumettre à la Chambre ne touche, pas plus que celui du Gouvernement du Grand-Duché, aux rapports des commerçants. La restriction y est explicitement indiquée.

Abordant la question au point de vue de l'intérêt des détaillants et des artisans, la Cour disait :

» Constatons d'abord que l'abus du crédit exagéré dans les relations jour- » nalières existe réellement dans le Grand-Duché, comme du reste il est » signalé un peu partout.

» Les résultats en sont très sensibles, notamment dans certaines branches » du commerce.

» Le négociant ou l'artisan qui dispose d'un certain capital de roulement » le voit immobilisé et, partant, improductif pendant une grande partie de » l'année; il en résulte nécessairement un renchérissement général de la vie » dont tout le monde pâtit. Pour le marchand qui ne possède que des » moyens restreints, la situation peut entraîner des conséquences désas- » treuses. »

On ne saurait mieux analyser le mal.

Mais pourquoi repousser le remède?

« C'est que, dit la Cour, la responsabilité de cet inconvénient incombe en » grande partie aux commerçants et artisans eux-mêmes...

» Si nos commerçants voulaient se plier au désir de ceux qui n'entendent » pas faire usage du crédit, et s'ils cherchaient à augmenter leur nombre en » leur accordant un escompte raisonnable, il est certain que l'inconvénient » signalé perdrait une grande partie de son acuité. »

C'est ce qu'a essayé la Ligue du paiement comptant ; mais les résultats obtenus sont-ils appréciables? A-t-elle été suivie par la généralité des vendeurs et des acheteurs? Non certainement.

Enfin, conclut la Cour, « on est amené à se demander si le remède proposé » serait efficace pour enrayer le mal. La Cour ne le croit pas. Les créanciers » qui, par des considérations de concurrence, n'osent pas insister pour » réclamer le capital, oseront encore bien moins compter les intérêts. »

Le Gouvernement du Grand-Duché ne s'est pas laissé arrêter par ces objections. On peut espérer, répond-il, que l'association et la lutte plus intense contre les concurrents qui n'appartiennent pas aux classes moyennes, détermineront ces dernières à se prévaloir d'un commun accord du nouveau principe dont l'efficacité a paru douteuse aux corps judiciaires.

Cette espérance, on peut la concevoir tout autant en Belgique où l'esprit d'association est si fort et où l'on voit se former tous les jours les ligues de personnes appartenant à la même profession pour défendre leurs intérêts communs.

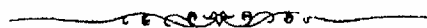
La section centrale chargée d'examiner le projet de loi, qui a pour objet de modifier les articles 2271 et 2272 du Code, a fort bien montré que ce n'est pas dans la prolongation des délais de prescription que se trouvera le remède au mal dont souffre la petite bourgeoisie, dont les commerçants et les artisans forment le groupe le plus important. Elle a fait pressentir que ses préférences iraient plutôt à une proposition pareille à celle que nous avons déposée.

« Bien plutôt, dit le rapport, il conviendrait d'examiner s'il n'y a pas » lieu — conformément au vœu formulé par les négociants de Moravie — de » traduire en loi la pratique suivie en certaine ville d'Allemagne, où l'on » n'envoie plus la marchandise qu'avec facture et où tout paiement endéans » le mois entraîne escompte. »

Enfin, un journal très autorisé en ces matières, le *Moniteur des Intérêts matériels*, signalant dans son numéro du 30 mai 1909 l'initiative du gouvernement du Grand-Duché, montre les inconvénients graves que produit chez nous l'abus des longs crédits : « Ces choses-là se passent ailleurs que dans le » Grand-Duché, et le nombre de clients qui ne paient pas leurs notes de fin » d'année, ou du moins qui ne les paient que très tardivement, souvent après » un délai d'un, de deux ou même de trois ans, est dans tous les pays » beaucoup plus considérable qu'on pourrait le croire à première vue. »

Nous pensons que ces considérations suffisent pour justifier la proposition de loi. Elle ne heurte aucun principe de notre droit. Elle fonde sur certains faits la présomption d'une volonté commune, à laquelle les parties pourront très librement déroger.

F. MASSON.



PROPOSITION DE LOI

**sur le crédit des petits commerçants
et des artisans.**

ARTICLE PREMIER.

Les créances pour fournitures faites par des marchands au détail, ou pour travaux effectués par des artisans, seront exigibles dans le mois de la facture ou du relevé de compte, s'il n'en est autrement convenu par les parties.

A défaut de paiement à l'échéance, la somme due sera productive de plein droit d'un intérêt de 1 1/2 p. c. par trimestre.

ART. 2.

Cette disposition ne sera applicable que si le fournisseur en fait mention dans la facture ou le relevé de compte.

La preuve de l'accomplissement de cette formalité résultera à suffisance, de la transcription de la facture en un livre copie-lettres et de la production d'un registre facturier reproduisant les termes de l'article premier tant sur la souche que sur le talon.

ART. 3.

La présente loi n'est pas applicable aux obligations des commerçants, à moins que les fournitures et travaux n'aient une cause étrangère au commerce.

WETSVOORSTEL

**op het krediet van kleinhandelaars en
van ambachtslieden.**

EERSTE ARTIKEL.

De betaling van de leveringen, door kleinhandelaars gedaan, of van de werken verricht door ambachtslieden, kan worden gevorderd binnen eene maand na indiening van de factuur of van het uittreksel van rekening, indien door de partijen daaromtrent niet anders is bedongen.

Bij gebrek aan betaling op den vervaldag, geeft de verschuldigde som van rechtswege een driemaandelijkschen interest van 1 1/2 t. h.

ART. 2.

Deze bepaling is dan alleen van toepassing, wanneer de leverancier daarvan melding maakte in de factuur of in het uittreksel van rekening.

Het bewijs dat deze formaliteit is vervuld, blijkt genoegzaam uit de overschrijving van de factuur in een kopijboek en uit de overlegging van een facturenboek waarin de bewoordingen van artikel 1 zijn weergegeven, zoowel op het aan den stam blijvend als op het afgescheurd gedeelte van het blad.

ART. 3.

Deze wet is niet van toepassing op de verbintenissen aangegaan door handelaars, tenzij de leveringen en werken niet tot hunnen handel betrekkelijk zijn.

F. MASSON.

MULLENDORFF.

Alb. THOORIS.

P. HYMAN.

Maurice LEMONNIER.

Ernest NOLF.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 JUNI 1909.

Wetsvoorstel op het krediet van kleinhandelaars en ambachtslieden.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Sedert cenigen tijd doet men loffelijke pogingen om een einde te stellen aan de slechte gewoonte der kredieten op langen termijn bij de kleinhandelaars en de ambachtslieden. In 1906 is een bond tot stand gekomen ter bevordering van betaling met gereed geld. Deze bond doet een beroep op den goeden wil der verkoopers en koopers. Het belang der eersten is duidelijk en klaarblijkend, maar ook de laatsten zullen er voordeel bij vinden, zegt de Bond, «vooreerst wijl ze behoorlijke kortingen zullen krijgen, vervolgens omdat alzoo hunne rekeningen stipt en regelmatig zullen zijn ».

Maar het is een lastige taak, in te gaan tegen lang gevestigde gewoonten. De verkoper meent dat hij groot gevaar loopt den klant te verliezen, van wien hij onmiddellijke betaling eischt. Tusschen de beide kwalen, die hem dreigen, kiest hij de mindere.

Zou hij nog aarzelen, indien de wet de betaling met gereed geld begunstigde? Indien zij de nieuwe gewoonte bevorderde door den regel van het krediet op langen termijn te doen plaats ruimen voor den regel van het krediet op korten termijn, indien de verkoper vrij bleef van dien eersten stap, die zekere koopers mishagen zou; indien, ten slotte, de voorstanders van betaling met gereed geld, door dien algemeenen maatregel, minder te vreezen hadden voor de inschikkelijkheid van mededingers die, uit berekening, er in volharden krediet te verleen en op langen termijn?

Daartoe volstaat het in onze wet eene bepaling te schrijven, waarbij wordt verklaard dat binnen een zeer korten termijn van rechtswege kan worden gevorderd de betaling van de leveringen gedaan en de werken verricht door handelaars en ambachtslieden. Bij gebrek aan betaling op den vervalldag, zou de schuldenaar verplicht zijn tot het betalen van een tamelijk hoogen interest. Zeker zouden de partijen dien regel mogen verbreken; het voornemen van hem toe te passen zou moeten blijken uit eene bijzondere vermelding op de factuur. Dat is de zin van het wetsvoorstel.

Het denkbeeld is geen nieuwigheid.

In den loop van 1896 ging van de Regeering van het Groothertogdom, daartoe genoopt door de wenschen der Kamer van Koophandel, een wetsontwerp uit, strekkende tot hetzelfde doel.

Het ontmoette tegenstand bij de rechtbanken en bij het Hoog Gerechts-hof, wier raad men had ingewonnen.

De redenen, ingebracht door het Hof, zijn nogal zonderling :

« Men kan toegeven dat de voorgestelde nieuwigheid voordeelig zou zijn »
» voor den groothandel; maar of zij ten bate zou komen van de geringer »
» handelaars, is op zijn minst twijfelachtig. De Kamer van Koophandel wil »
» zoogezegd deze laatsten onder hare bescherming nemen, en zij vraagt zich »
» af of deze kleinhandelaars niet zouden worden overgeleverd aan de wille- »
» keur van hunne leveranciers, daar zij zouden gedwongen zijn op den »
» vervalldag den interest te betalen, terwijl zij op hunne beurt zouden »
» verplicht zijn verder krediet te verleen en aan hunne klanten, ondanks de »
» nieuwe voorschriften.

» Wat meer is, de voorgenomen maatregel zou noodzakelijk den inland- »
» schen handel in een staat van minderheid stellen tegenover de Fransche »
» en Belgische mededinging..... »

Het Hof haalde zijn bezwaren aan tegen het ontwerp alsof het de wetten en gebruiken van den koophandel wijzigen zou; daar is niets van aan. Het ontwerp, dat wij de eer hebben aan de Kamer te onderwerpen, raakt, evenmin als dat van de Regeering van het Groothertogdom, de betrekkingen der handelaars onderling. De beperking is er uitdrukkelijk in vermeld.

Waar het vraagstuk de belangen betreft der kleinhandelaars en der ambachtslieden, zegde het Hof :

« Laat ons vooreerst bekennen dat er zoowel in het Groothertogdom als »
» bijna overal elders bepaald misbruik wordt gemaakt van een al te verre- »
» gaand krediet in de dagelijksche betrekkingen.

» De gevolgen daarvan zijn zeer merkbaar, vooral in zekere handels- »
» takken.

» Voor den handelaar of ambachtsman, die over een zeker bedrijfskapi- »
» taal beschikt, is dit kapitaal dewijl het vast zit, onvruchtbaar gemaakt »
» gedurende een groot gedeelte van het jaar. Daaruit volgt noodzakelijk een »
» algemeene opslag van de levensmiddelen, en daaronder lijdt iedereen. Voor »
» den handelaar, die slechts beschikt over beperkte middelen, kan die toe- »
» stand hachelijke gevolgen hebben. »

Dat is voorwaar eene goede uiteenzetting van de kwaal.

Maar waarom zou men het redmiddel afwijzen?

Naar de meening van het Hof, « valt de aansprakelijkheid voor dit »
» ongerief grootendeels op de handelaars en de ambachtslieden.....

» Wilden onze handelaars zich schikken naar den wensch van dezen die »
» niet op krediet verlangen te koopen, en zochten ze het aantal dier »
» koopers te verhoogen door het verleen en van een redematige korting, »
» dan zou voorzeker de bedoelde kwaal zeer afnemen. »

Dat heeft de Bond voor de betaling met gereed geld beproefd; maar

speurt men veel van de verkregen uitslagen? Kreeg de Bond de instemming van de algemeenheid der verkoopers en koopers? Voorzeker neen.

« Ten slotte, besluit het Hof, komt men er toe zich af te vragen of het » voorgestelde hulpmiddel doelmatig de kwaal zou te keer gaan. Het Hof » meent van neen. De schuldcischers die, uit hoofde van de mededinging, niet » durven aandringen om hun kapitaal te vorderen, zullen nog veel minder » den interest durven bijrekenen. »

De Regeering van het Groothertogdom week voor deze tegenwerpingen niet terug. Men mag hopen, antwoordt zij, dat de vereeniging en de langs om heviger strijd tegen de mededingers die niet behooren tot den middenstand, dezen laatsten zal leiden tot het eenparig aannemen van het nieuw beginsel waarvan de doelmatigheid twijfelachtig toescheen aan het gerecht.

Deze hoop mag even goed gekoesterd worden in België, waar de geest van vereeniging zoo sterk is, en waar elken dag bonden worden gevormd van personen die tot hetzelfde vak behooren en wenschen hun onderlinge belangen te verdedigen.

De Middenafdeeling, belast met het onderzoek van het wetsontwerp dat ten doel heeft de artikelen 2271 en 2272 van het Wetboek te wijzigen, toonde zeer goed aan dat de kwaal, waaraan lijdt de kleine burgerij die hoofdzakelijk is samengesteld uit handelaars en ambachtslieden, niet zal geheeld worden door de verlenging der verjaringstermijnen. De Middenafdeeling laat hooren dat zij de voorkeur zou geven aan een voorstel in den aard van hetgeen wij nederlegden.

« Het ware veel beter, zegt het verslag, te onderzoeken of het niet oorbaar » is — overeenkomstig den wensch uitgedrukt door de handelaars van Mora- » vië — eene wet te maken in den zin der gewoonte gevolgd in zekere » Duitsche stad, waar men de koopwaar enkel stuurt met de factuur er » bij en waar elke betaling binnen ééne maand recht geeft op korting. »

Ten slotte wijst een in zulke zaken zeer gezaghebbend blad, de *Moniteur des Intérêts matériels*, in zijn nummer van 30 mei 1909, op het initiatief van de Regeering van het Groothertogdom en hij toont daarbij de ernstige moeilijkheden aan, die voortspruiten uit het misbruik van kredieten op langen termijn. « Ook elders dan in het Groothertogdom gebeuren zulke din- » gen, en het aantal klanten die hunne rekeningen op het einde van het jaar » niet betalen of die dan toch zeer ten achter blijven, die hetzelfde eerst doen » na verloop van één, twee, ja, drie jaar, is in alle landen veel grooter dan » men op het eerste gezicht vermoeden zou. »

Wij meenen dat deze beschouwingen volstaan om het wetsvoorstel te billijken. Het gaat niet in tegen eenig beginsel van ons recht. Het grondt op zekere feiten het vermoeden van een gemeenen wil, waarnaar de partijen zich met volle vrijheid al dan niet zullen schikken.

J. MASSON.

PROPOSITION DE LOI

sur le crédit des petits commerçants
et des artisans.

ARTICLE PREMIER.

Les créances pour fournitures faites par des marchands au détail, ou pour travaux effectués par des artisans, seront exigibles dans le mois de la facture ou du relevé de compte, s'il n'en est autrement convenu par les parties.

A défaut de paiement à l'échéance, la somme due sera productive de plein droit d'un intérêt de 1 1/2 p. c par trimestre.

ART. 2.

Cette disposition ne sera applicable que si le fournisseur en fait mention dans la facture ou le relevé de compte.

La preuve de l'accomplissement de cette formalité résultera à suffisance, de la transcription de la facture en un livre copie-lettres et de la production d'un registre facturier reproduisant les termes de l'article premier tant sur la souche que sur le talon.

ART. 3.

La présente loi n'est pas applicable aux obligations des commerçants, à moins que les fournitures et travaux n'aient une cause étrangère au commerce.

WETSVOORSTEL

op het krediet van kleinhandelaars en
van ambachtslieden.

EERSTE ARTIKEL.

De betaling van de leveringen, door kleinhandelaars gedaan, of van de werken verricht door ambachtslieden, kan worden gevorderd binnen eene maand na indiening van de factuur of van het uittreksel van rekening, indien door de partijen daaromtrent niet anders is bedongen.

Bij gebrek aan betaling op den vervaldag, geeft de verschuldigde som van rechtswege een driemaandelijkschen interest van 1 1/2 t. h.

ART. 2.

Deze bepaling is dan alleen van toepassing, wanneer de leverancier daarvan melding maakte in de factuur of in het uittreksel van rekening.

Het bewijs dat deze formaliteit is vervuld, blijkt genoegzaam uit de overschrijving van de factuur in een kopijboek en uit de overlegging van een facturenboek waarin de bewoordingen van artikel 1 zijn weergegeven, zoowel op het aan den stam blijvend als op het afgescheurd gedeelte van het blad.

ART. 3.

Deze wet is niet van toepassing op de verbintenissen aangegaan door handelaars, tenzij de leveringen en werken niet tot hunnen handel betrekkelijk zijn.

F. MASSON.

MULLENDORFF.

Alb. THOORIS.

P. HYMANS.

Maurice LEMONNIER.

Ernest NOLF.